

BUSINESS

M A G A Z I N E

L'HEBDO ÉCONOMIQUE DE MAURICE

RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE ET DU NPCC

PRODUCTIVITÉ

MAURICE RESTE EN RETARD SUR LES PAYS À REVENU ÉLEVÉ

EXCLUSIVITÉ

TOURISME

LES LEÇONS
À TIRER DU
MODÈLE DES
MALDIVES

BUSINESS

FILES

MARCHÉ DE
L'ESTHÉTIQUE
LA BAISSÉ DU
POUVOIR D'ACHAT
FREINE LA
DEMANDE



POLITIQUE MONÉTAIRE
LA CROISSANCE
SERA-T-ELLE
PRIVILÉGIÉE
AUX DÉPENS DE
L'INFLATION ?

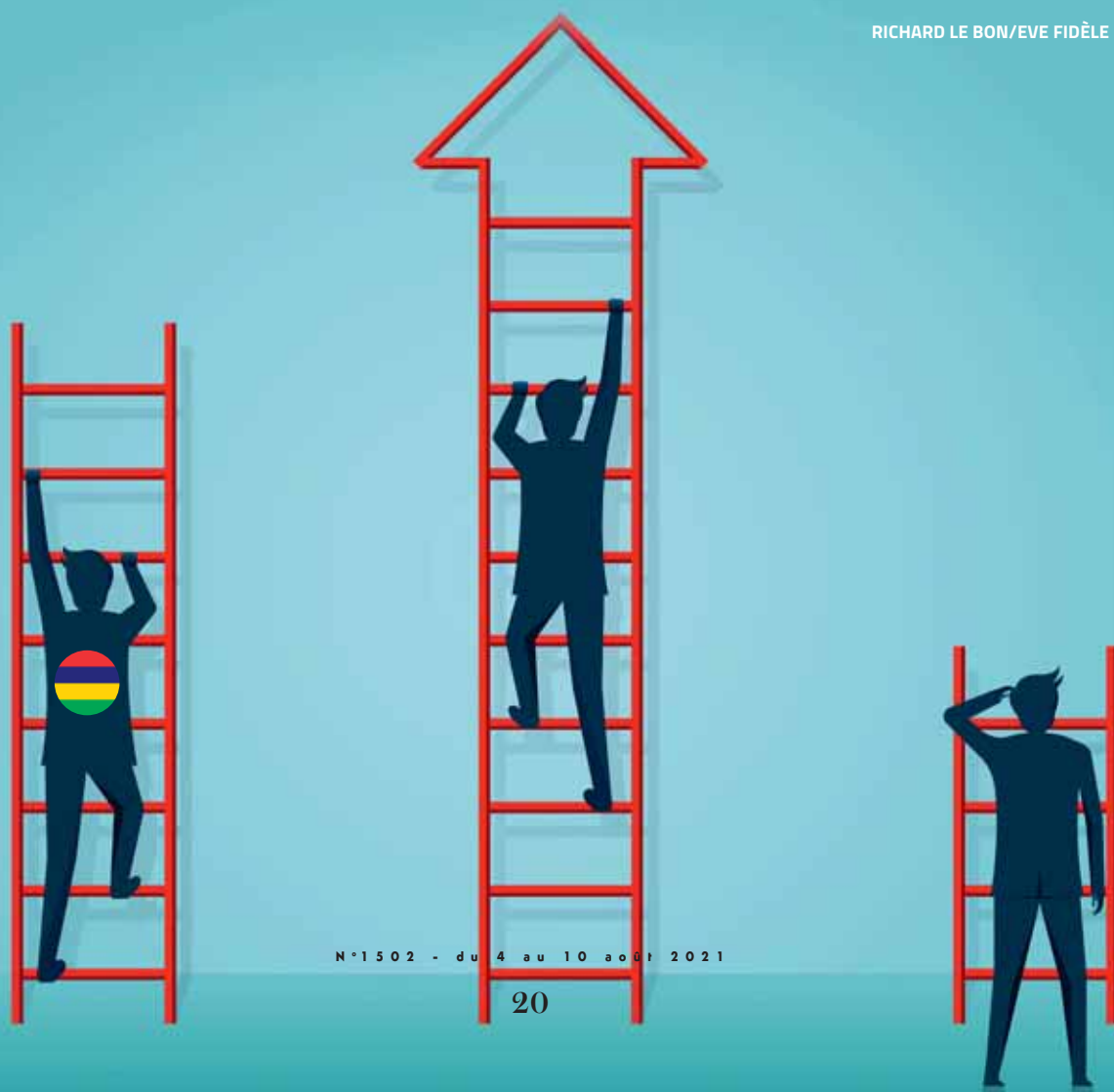


[EN COUVERTURE]

RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE ET DU NPCC PRODUCTIVITÉ MAURICE RESTE EN RETARD SUR LES PAYS À REVENU ÉLEVÉ

À MAURICE, LE COÛT DE LA MAIN-D'ŒUVRE EST SIMILAIRE À CELUI DES ÉCONOMIES À REVENU ÉLEVÉ, ALORS QUE LA PRODUCTIVITÉ DE NOS ENTREPRISES RESSEMBLE DAVANTAGE À CELLE DES ÉCONOMIES À REVENU INTERMÉDIAIRE ÉLEVÉ. COMMENT CORRIGER CE DYSFONCTIONNEMENT ? DANS SON MAURITIUS PRODUCTIVITY SURVEY AND REPORT 2020-2021 QUI EST RENDU PUBLIC CE MERCREDI, LA BANQUE MONDIALE DONNE LA FORMULE : L'AUGMENTATION DES NIVEAUX DE PRODUCTIVITÉ PASSERA NÉCESSAIREMENT PAR LE RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES DES TRAVAILLEURS, L'INNOVATION ET L'ADOPTION TECHNOLOGIQUE QUI VIENDRONT COMPLÉTER LA STRUCTURE DES COÛTS DE MAIN-D'ŒUVRE. CE DOCUMENT SERA CERTAINEMENT UTILE À NOS DÉCIDEURS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES À UN MOMENT OÙ LE PAYS ESSAIE DE REMONTER LA PENTE APRÈS LA PLUS GRAVE RÉCESSION DE SON HISTOIRE.

RICHARD LE BON/EVE FIDÈLE



DEPUIS l'Indépendance, Maurice a connu plusieurs cycles de croissance, grâce notamment à des transformations structurelles et le succès avec lequel le pays est passé successivement d'une monoculture à l'industrialisation avant de devenir une économie des services. Or, depuis une quinzaine d'années, l'on constate que la croissance s'est stabilisée, voire a baissé. Car nos niveaux de productivité ont reculé du fait notamment que les coûts de la main-d'œuvre sont élevés. Pour faire simple, ils sont similaires à ceux des revenus à intermédiaire élevé. C'est le signe d'un modèle à bout de souffle et qu'à l'avenir, notamment en cette période de reconstruction, il nous faudra créer les conditions pour sortir de cette trappe.

Le Mauritius Productivity Study and Report 2020-2021, document préparé par la Banque mondiale avec le soutien technique et financier du National Productivity and Competitiveness Council (NPCC), détaille les enjeux liés à la productivité. Le rapport est catégorique sur le fait que pour continuer à stimuler la croissance de la productivité, l'accent devrait être mis sur l'ouverture de liens de soutien intersectoriels, l'investissement dans des programmes d'éducation qui préparent les gens au travail, ainsi que la promotion de l'orientation vers l'extérieur dans tous les secteurs de l'économie.

Bien que de telles mesures puissent renforcer les dépenses d'investissement, d'innovation et de recherche et développement (R&D), les secteurs des services et manufacturier devraient

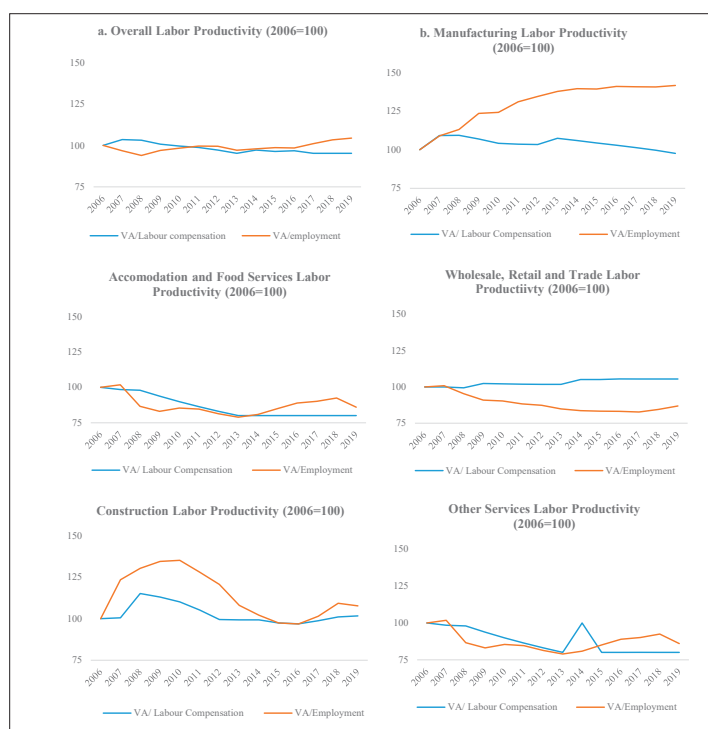
également chercher nativement à augmenter les dépenses en R&D, à mettre de nouveaux produits et services sur le marché et à investir dans l'accumulation de capital. De telles mesures peuvent améliorer la compétitivité internationale, créant ainsi un cycle de renforcement par lequel les entreprises participent davantage aux marchés d'exportation et adoptent les normes internationales en améliorant les produits. Ce qui résulte en une stimulation de la croissance de la productivité.

TENDANCES DE LA PRODUCTIVITÉ

Comme on l'a souligné, la croissance de l'économie mauricienne a ces dernières décennies été essentiellement tirée par un processus de transformations structurelles. À mesure que ce processus ralentit, le pays doit se tourner vers des améliorations durables dans ses secteurs existants, tout en encourageant l'innovation dans de nouveaux secteurs hautement productifs.

Le rapport note que la valeur ajoutée par travailleur a globalement augmenté, mais a diminué par rapport à la rémunération totale du travail. La productivité globale du travail telle que mesurée par la valeur ajoutée (VA)/la rémunération du travail diminue légèrement, tandis que la productivité telle que mesurée par la VA/l'emploi a tendance à augmenter. Pourtant, l'augmentation de la VA/l'emploi au cours de la période de près de 20 ans était de 4 %, en termes réels. Cela indique que le coût unitaire de la main-d'œuvre (c'est-à-dire la rémunération du travail/VA) a augmenté, bien que ce taux

L'ÉVOLUTION DE LA PRODUCTIVITÉ SUR 15 ANS



ait varié au fil des ans.

De 2007 à 2013, il y a eu une forte augmentation du coût unitaire de la main-d'œuvre qui a coïncidé avec une augmentation de 13 % des salaires des fonctionnaires en 2008 suite à une révision salariale sous le Pay Research Bureau (PRB), ainsi qu'une augmentation saisonnière des salaires dans l'industrie sucrière. De 2016 à 2019, l'écart entre les deux mesures de la productivité de la main-d'œuvre s'est considérablement élargi, indiquant une évolution vers une augmentation du coût de la main-d'œuvre par rapport à la valeur ajoutée. «À titre d'exemple, se concentrant sur le secteur manufacturier, les mesures VA/emploi et VA/rémunération ont divergé peu après 2008, la mesure par travailleur augmentant considérablement et cette dernière mesure (VA par rapport à la rémunération totale du travail) restant stable.

Cela est étayé de manière anecdotique par la suppression progressive de l'Accord multifibre en 2005, alors que de nombreuses entreprises étrangères ont fermé leurs portes, entraînant des pertes d'emplois massives dans les sous-secteurs du textile et habillement, augmentant ainsi la valeur ajoutée/emploi. Cela est soutenu par la baisse de la part de la main-d'œuvre dans le secteur manufacturier dans son ensemble, qui est passée

de 37 % en 2010 à 32 % en 2019, presque entièrement due au déclin de la production non alimentaire», analyse le rapport.

En conséquence, la VA/emploi a fortement augmenté après 2008. Toutefois, entre 2015 et 2019, la productivité du travail sectorielle s'est essentiellement stabilisée. C'est un sujet de préoccupation car la fabrication a toujours été le moteur de la croissance économique

et du développement social de Maurice. Deux raisons expliquent cette faible augmentation de la productivité du travail : le déploiement de nouvelles technologies parmi les entreprises de textile et de confection qui sont restées en activité (et sont majoritairement des entreprises locales) a été minime et les entreprises de ce secteur ne se sont pas modernisées vers des produits à plus forte valeur ajoutée et ne se sont donc pas déplacées vers les segments supérieurs du marché.

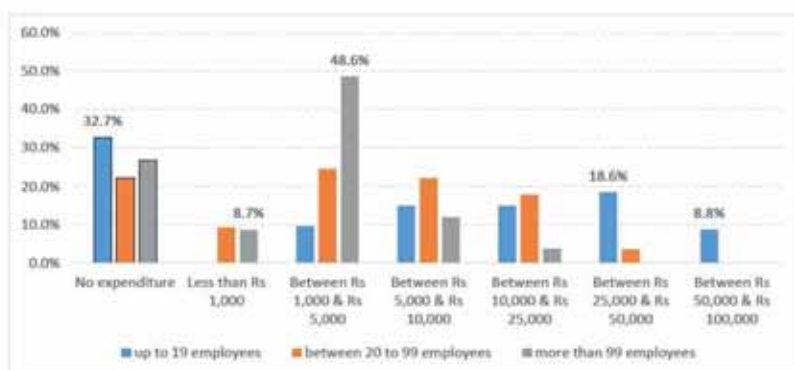
S'agissant du secteur des services, l'étude fait ressortir que le secteur en général ne présente pas de différences majeures entre les deux mesures de la productivité du travail. Au sein des services, la croissance de la productivité du travail est généralement stable depuis plusieurs années. Depuis 2015, il y a eu peu de croissance en termes de mesure de la productivité du travail. Ces chiffres moroses sont inquiétants car les services représentent plus de 70 % de la valeur ajoutée brute et signalent la nécessité d'une réinvention nationale et d'un développement ultérieur dans de nouveaux secteurs de services afin que Maurice puisse maintenir sa position d'économie à revenu élevé à l'avenir.

CE QUE LES ENTREPRISES DÉPENSENT EN FORMATION

Les dépenses de formation déterminent l'engagement d'une entreprise dans la formation de capital humain. Parmi les entreprises qui dépensent en formation, 32,5 % ont dépensé moins de Rs 50 000 et 21,5 % dépensent entre Rs 200 000 et Rs 500 000 au total, indique le rapport. Parmi les entreprises ayant investi dans la formation formelle, 2,4 % ont dépensé entre Rs 50 000 et Rs 1 000 000 par travailleur. Les résultats montrent que 37,3 % des entreprises qui ont investi dans la formation formelle ont dépensé jusqu'à Rs 5 000 par travailleur au cours de la période de l'enquête. Dans le même temps, 27,1 % d'entre eux ont dispensé une formation formelle sans encourir de dépenses directes. Toutefois, le résultat ci-dessus ne peut pas être interprété isolément, mais doit être croisé avec le nombre de travailleurs dans les entreprises respectives. L'hypothèse est que les entreprises comptant plus d'employés auraient tendance à dépenser moins en formation par travailleur. Ainsi 57,3 % des entreprises employant plus de 99 employés dépensent moins de Rs 5 000 par travailleur en formation. Les dépenses de formation par tête les plus

élevées – entre Rs 25 000 et Rs 100 000 – ont tendance à se produire dans 27,4 % des entreprises de moins de 20 employés. Ces cas sont plus probables de concerner des entreprises avec des salaires élevés, par exemple, de petites entreprises engagées dans les Tic avec des revenus élevés et des salaires élevés correspondants cherchant à former leur personnel à l'extérieur dans des compétences de haut niveau. Parmi les petites entreprises qui dispensent des formations, 37 % d'entre elles ne dépensent pas. Une explication est que bon nombre de ces entreprises sont de petites entreprises qui se concentrent par nécessité sur la formation en cours d'emploi. Elles ne bénéficient donc pas directement des régimes de *Training levy*. Les entreprises de la plupart des secteurs – hormis la production alimentaire – forment leurs employés via des formateurs internes, et n'encourent donc aucun coût direct. L'une des raisons pourrait être que ces entreprises préfèrent économiser leurs *Training levy credits* pour investir dans une formation rémunérée dispensée par des formateurs externes. Une explication associée pour le secteur des Tic – 40 % de la formation est interne – est que la formation liée à l'emploi et spécialisée n'est pas disponible sur le marché local, et les entreprises utilisent l'expertise interne pour dispenser la formation

Categories of training expenditure per full-time worker, cross-tabulated against size of firms



CLIMAT DES AFFAIRES : LES CONTRAINTES

Pourquoi certaines entreprises mauriciennes sont plus productives que d'autres, et comment elles se comparent aux entreprises du reste du monde ?

C'est une des questions que soulève le rapport.

Il faut tout d'abord souligner qu'un corpus important et croissant de littérature économique a montré que les déterminants de la croissance de la productivité comprennent des facteurs internes, tels que l'innovation, l'investissement en capital physique et l'investissement en capital humain, ainsi que l'environnement commercial plus large dans lequel les entreprises opèrent. Les relations sont donc complexes et difficiles, car différentes institutions et réglementations influencent la productivité des entreprises, notamment via des incitations à investir dans le capital humain et physique et à acquérir la technologie.

Il faut savoir que le rapport de la Banque mondiale s'est appuyé sur une Enterprise survey effectuée par le NPCC. Au niveau de l'environnement des affaires, les entreprises mauriciennes ont identifié trois principales contraintes pour leurs opérations. Elles sont par ordre décroissant : l'accès au financement, la concurrence des entreprises informelles non enregistrées et les taux d'imposition de la taxe. Le rapport fait ressortir que la plupart des entreprises mauriciennes s'appuient sur des ressources internes pour financer leur fonds de roulement ainsi que leurs besoins d'investissement à long terme. Les contraintes de crédit sont concentrées parmi les jeunes, petites et moyennes entreprises, et dans les secteurs de l'habillement, des industries manufacturières et de l'hébergement. Les établissements à forte productivité sont moins sujets aux contraintes de financement, tout comme ceux qui appartiennent à un

conglomérat mauricien ou à une multinationale.

Autre constat : de nombreuses entreprises opèrent sur des marchés de produits/services avec un nombre important de concurrents : 60 % des entreprises ont déclaré avoir plus de 25 concurrents. Les grandes entreprises et les entreprises des secteurs du textile et habillement, de la vente au détail, du transport et de l'entreposage et de l'hébergement sont confrontées à une concurrence accrue. Le secteur informel est le principal concurrent d'une entreprise sur dix, bien que plus de la moitié des entreprises aient signalé une certaine concurrence de la part d'entreprises non enregistrées.

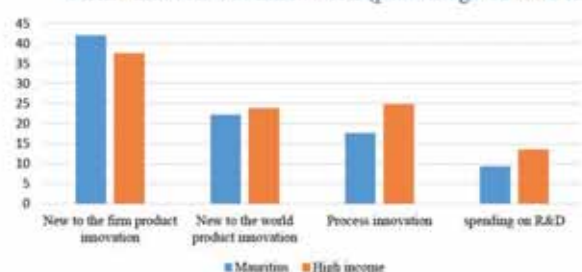
INNOVATION : ÉTAT DES LIEUX

La problématique de l'innovation est également centrale à la productivité. Il faut autant se focaliser sur l'innovation des processus que les produits novateurs. L'Enterprise survey révèle que 42 % des entreprises ont introduit un nouveau produit ou service, dont la moitié déclare que l'innovation était nouvelle sur le marché. À 17%, l'innovation de processus est moins répandue que l'innovation de produit. Seulement 9 % des entreprises investissent dans la R&D et moins de 10 % des entreprises ont déjà obtenu un brevet et une marque déposée. Les entreprises tournées vers l'exportation et investissant dans la R&D ou le capital fixe montrent une plus grande propension à l'innovation. Les données suggèrent une relation en forme de U

INNOVATION : LE FACTEUR QUI FAIT LA DIFFÉRENCE

Les entreprises mauriciennes semblent bien réussir en matière d'innovation de produits par rapport à leurs pairs à revenu élevé, mais sont à la traîne pour l'innovation de processus, qui peut être essentielle pour la productivité. Le faible taux d'innovation de processus se reflète également dans la faible adoption de la fabrication automatisée et de la gestion automatisée des stocks (environ 20 % des entreprises), le reste utilisant principalement des processus manuels ou des machines contrôlées sans ordinateur. Interrogées sur la principale technologie utilisée pour organiser l'inventaire, 26,8 % des entreprises ont répondu qu'il s'agissait d'une gestion manuscrite de l'information tandis que 60,8 % ont indiqué qu'elle était mise à jour manuellement à l'aide d'ordinateurs. Seulement 12,4 % des entreprises utilisent un logiciel de *Management System software* (WMS). Cela est encore illustré par la faible utilisation des canaux en ligne pour les achats et les ventes. Effectivement, avant la Covid-19, une écrasante majorité d'entreprises n'avaient pas d'achats ou de ventes en ligne. À titre d'exemple, pour les entreprises vendant en ligne, les ventes en ligne représentent 30,9 % des ventes totales. Ces entreprises utilisent un mélange de plateformes en ligne avec 71,4 % utilisant une plateforme Web conçue pour la vente, 37,3 % utilisant des plateformes de médias sociaux, 56,4 % utilisant le site Web de l'établissement et 13,4 % utilisant une application pour Smartphone. Il est également important de noter que si la Covid-19 a conduit à une augmentation ou à l'introduction des ventes en ligne pour 34 % des entreprises dans le monde, à Maurice, seul le quart des entreprises a connu cette impulsion. Comme prévu, l'innovation de procédés est plus probable dans le secteur manufacturier, mais il existe un groupe d'entreprises qui innovent systématiquement dans les produits, les procédés et les dépenses en R&D. Les entreprises qui investissent dans la R&D et l'innovation de procédés ont également tendance à entreprendre des innovations de produits. Ces entreprises représentent environ 7,9 % de l'échantillon et sont principalement concentrées dans le secteur manufacturier et la transformation alimentaire. D'un autre côté, les secteurs des services, ainsi que le secteur des textiles et des vêtements, ont un taux élevé d'innovation de produits axée sur le consommateur et moins d'innovation de processus axée sur l'efficacité.

Firms that roll-out innovation (percentage of total firms)



inversé entre la concurrence et l'innovation : la propension à l'innovation augmente lorsqu'une entreprise compte entre 2 et 24 concurrents (au lieu d'être un monopole). Puis, la propension diminue lorsque l'entreprise a 25 concurrents ou plus. Ainsi, une productivité plus élevée est associée à

l'innovation de produit qui est nouvelle pour l'entreprise ainsi qu'à l'innovation de processus. Les entreprises qui exportent, reçoivent des investissements directs étrangers, des licences de technologie d'une entreprise étrangère et qui investissent dans du capital fixe, affichent une productivité



DE 2007 À 2013, IL Y A EU UNE FORTE AUGMENTATION DU COÛT UNITAIRE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

plus élevée. Les petites entreprises sont également plus productives. Constat intéressant : les programmes gouvernementaux promouvant l'innovation ont été peu utilisés – environ seulement 6 % – et n'avaient pas d'association significative avec la productivité.

Les programmes gouvernementaux de soutien à la finance et à l'innovation sont des domaines qui méritent une étude plus approfondie. *L'Enterprise Survey* indique un recours assez faible ; qu'il s'agisse du crédit provenant des banques publiques et des agences gouvernementales, ou des programmes de soutien spécifiques mis en place pour les start-up et les innovateurs sous le Mauritius Research and Innovation Council (MRIC). Le rapport suggère que le gouvernement pourrait envisager des interventions pour encourager les grandes sociétés à intégrer davantage les petites entreprises dans les chaînes d'approvisionnement, afin de tirer parti des atouts

existants. Des évaluations approfondies basées sur des systèmes de Monitoring and Evaluation (M&E), et idéalement le déploiement d'évaluations d'impact seraient nécessaires pour voir pourquoi ces programmes ne sont pas accessibles par les segments du secteur privé qui sont confrontés à un environnement plus contraint.

COMPÉTENCES ET MARCHÉ DU TRAVAIL

Le rapport de la Banque mondiale souligne le lien intrinsèque entre les compétences du capital humain et la productivité. Sachant que l'éducation est une condition préalable à l'acquisition de compétences, le rapport souligne que la proportion de travailleurs ayant terminé leurs études secondaires est étroitement liée à une productivité du travail plus élevée. Ce qui suggère que les entreprises comptant des travailleurs plus instruits sont plus productives en raison de leur main-d'œuvre plus qualifiée.

Par ailleurs, plus de la moitié des entreprises du secteur du textile et habillement déclarent que les 'travailleurs insuffisamment éduqués' sont un obstacle à leurs activités, avec moins

d'un tiers des travailleurs ayant terminé leurs études secondaires et moins d'un cinquième des travailleurs ayant terminé un programme d'études. Cela peut avoir un effet dissuasif sur les entreprises qui tentent de moderniser leurs processus de production ou d'améliorer leur productivité et leur compétitivité. Le secteur des Tic semble avoir la plus forte proportion de travailleurs à temps plein ayant terminé leurs études secondaires ou ayant un diplôme.

En général, entre 80 % et 94% des répondants à l'*Enterprise Survey* ont évalué le niveau de compétences actuel dans leurs établissements comme conforme aux exigences et supérieur aux exigences en fonction de leurs besoins. L'interprétation la plus simple de ceci implique une pénurie de compétences allant de 6 à 20 % pour des compétences pour des secteurs spécifiques. Pour la plupart des groupes professionnels, les postes vacants ont été pourvus à un taux d'environ 80 %. Cependant, les entreprises de divers secteurs ont du mal à pourvoir les postes vacants pour les Skilled manual workers et les Plant and machine operators, avec des taux de remplissage oscillant entre 10 % et 29 %, respectivement.

«*Les Mauriciens sont moins enclins à travailler comme ouvriers qualifiés, c'est pourquoi les entreprises remplissent ces postes vacants avec des expatriés travaillant avec des permis de travail limités dans le temps. Au cours de la période de l'étude, 21 % des entreprises ont eu recours à de la main-d'œuvre étrangère, le secteur du textile et habillement étant de loin le plus intensif en main-d'œuvre étrangère.*

[EN COUVERTURE]

Plus de 70% des personnes interrogées ont affirmé qu'elles avaient des difficultés à trouver de nouveaux employés ayant une éthique de travail appropriée, parlant anglais avec des compétences en résolution de problèmes et en gestion», observe le rapport.

Concernant la formation, le rapport indique que seules 19 % des entreprises ont dispensé une formation formelle à leurs travailleurs permanents à temps plein au cours de la période de l'étude. L'objectif principal de la formation formelle était axé sur les compétences techniques spécifiques à l'emploi, suivies de la résolution de problèmes/pensée critique. Les entreprises ont tendance à faire correspondre la formation aux pénuries signalées, en mettant davantage l'accent sur la formation spécifique à l'em-



ploi. Le seul écart concerne la formation linguistique, où il y a un décalage entre les besoins signalés et l'objet de la formation.

De leur côté, les petites entreprises investissent peu dans la formation. Par ailleurs, le secteur des Tic proposait un salaire élevé

pour les travailleurs ayant des compétences élevées et moyennes. Le secteur de la vente en gros et de la vente d'automobiles vient en deuxième position s'agissant des salaires pour les travailleurs qualifiés.

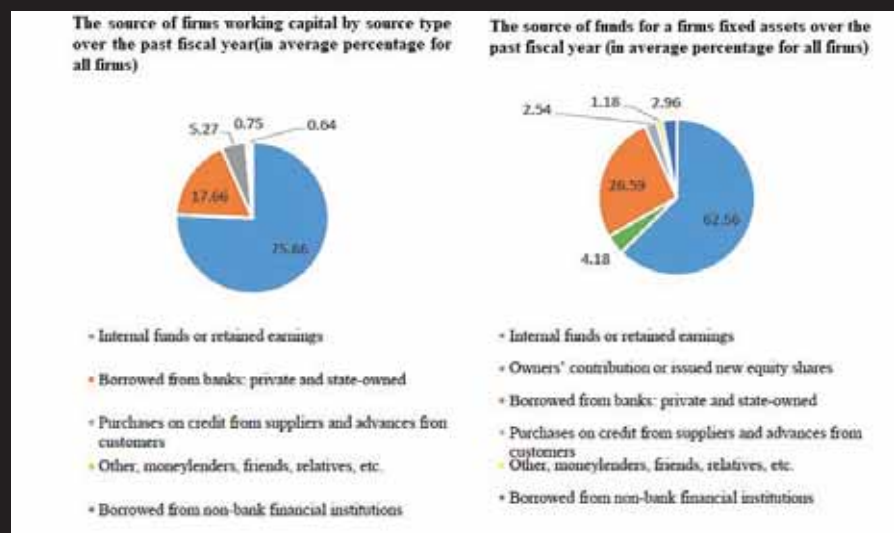
La participation des femmes au marché du travail

est, quant à elle, entravée par un manque de mécanismes de soutien, comme la disponibilité d'un service de garde d'enfants sur le lieu de travail. S'attaquer aux obstacles à la participation des femmes au marché du travail pourrait aider les entreprises à attirer de nouveaux talents, car les entreprises qui fournissent des mécanismes de soutien signalent moins de pénuries de compétences. En outre, le fait d'avoir des femmes parmi les cadres est associé à la fois à moins de pénuries de compétences et à une augmentation des mécanismes de soutien pour les employées. Ce qui suggère que l'encouragement et le soutien des femmes entrepreneurs peuvent entraîner une augmentation du taux de participation des femmes sur le marché du travail.

COMMENT LES ENTREPRISES SE FINANCENT

Concernant les sources de financement, la plupart des entreprises s'appuient sur des ressources internes pour le fonds de roulement ainsi que sur les actifs immobilisés, le reste s'appuyant largement sur le crédit bancaire et les achats à crédit ou les avances des clients. À noter que les données compilées montrent les sources de financement du fonds de roulement et des immobilisations au cours de l'année précédant l'enquête, c'est-à-dire avant la pandémie de la Covid-19. Les banques sont une source plus importante lorsqu'il s'agit d'investir dans des actifs fixes qui ont des échéances plus longues que le fonds de roulement. La plupart des financements extérieurs provenaient de banques commerciales privées (94 %).

Ainsi, selon l'enquête, 26,5 % des entreprises ont demandé un nouveau prêt ou une nouvelle marge de crédit au cours de l'exercice écoulé. Alors qu'environ 96 % des demandes de prêt ont été approuvées (ce qui se compare favorablement à la moyenne des pays à revenu élevé de 92 % et à la moyenne africaine de 75 %), les entreprises mauriciennes sont devenues de plus en plus dépendantes des fonds internes. Au cours de la dernière décennie, la part des



entreprises ayant recours aux banques pour financer leurs investissements est passée de 30,8 % à 22,7 %. La proportion d'entreprises utilisant des sources externes pour financer leur fonds de roulement a également baissé de 35,6 % à 23,8 % et est légèrement en retard par rapport à la moyenne des hauts revenus de 26,3 %.

De plus, il convient de noter qu'environ la moitié des entreprises disposaient d'une marge de crédit ou d'un prêt d'une institution financière au moment de l'enquête. 70 % ne

l'ont pas fait parce qu'elles disposaient de capitaux suffisants, les autres ont indiqué que les exigences de garantie ou les taux d'intérêt étaient jugés trop élevés, entre autres raisons. Les défis liés aux coûts de garantie élevés ont été mis en évidence dans d'autres consultations entre la Banque mondiale et les parties prenantes du secteur privé, et il est prévu que les autorités révisent la législation et le cadre institutionnel concernant les transactions garanties.

Après la publication du Country Economic Memorandum (CEM) en mai dernier, la Banque mondiale vient de publier son premier Mauritius Productivity Study and Report 2020-2021. Comment ces deux rapports se complètent-ils et peuvent-ils aider les responsables politiques et les décideurs économiques ?

Tout d'abord, je tiens à souligner que cette nouvelle étude sur la productivité n'est pas purement un rapport de la Banque mondiale, mais le résultat d'une collaboration initiée et financée par le NPCC. Pour nous, cela a été également une expérience vraiment passionnante de travailler avec des coauteurs mauriciens très compétents sur chacun des chapitres qui ont été jumelés avec nos experts mondiaux. De manière générale, l'objectif du CEM était d'avoir une vue d'ensemble de la situation et de l'orientation de l'économie mauricienne et d'identifier les priorités d'action pour la période de redressement post-Covid-19. Ce nouveau rapport ajoute des nuances très riches au débat sur la productivité car il donne le point de vue de l'entreprise tout en soulignant certaines des questions clés dont les entreprises ont besoin pour générer le type de nouvel investissement améliorant la productivité que nous avons appelé de nos vœux dans le CEM. En ce sens, je dirais que les deux rapports sont vraiment complémentaires.

Bien que Maurice ait grimpé dans le classement sur le Doing Business (nous sommes classés 13^e) depuis les réformes de 2006, les entreprises sont toujours confrontées à des contraintes, la principale étant l'accès au financement, qui a un impact sur les niveaux de productivité et notre production locale. Quelle était la situation avant la Covid-19 et la question de l'accès au financement pourrait-elle s'aggraver ?

Je pense qu'il est important de noter que le rapport se concentre principalement

ERIK VON UEXKÜLL (COUNTRY REPRESENTATIVE DE LA BANQUE MONDIALE POUR MAURICE ET LES SEYCHELLES)

«IL EST TOUJOURS NÉCESSAIRE POUR LE SECTEUR PRIVÉ DE SE REMETTRE EN QUESTION»

LES ENTREPRISES SONT COMME LES BICYCLETTES. SI ELLES CESSENT DE ROULER, ELLES TOMBENT. TOUTE LA QUESTION EST DE SAVOIR D'OÙ VIENDRA L'INNOVATION, OBSERVE ERIK VON UEXKÜLL.



sur la période pré-Covid-19 car nous avons demandé aux entreprises de communiquer leurs informations pour l'année commerciale écoulée. Dans le monde entier, les entreprises citent fréquemment les taxes et l'accès au financement comme étant les principales contraintes perçues. Ce n'est donc pas quelque chose d'unique à Maurice, car les propriétaires d'entreprises veulent toujours plus de financements et ce, à moins chers. De même, elles veulent payer moins de taxes. Mais il est intéressant de creuser un peu plus dans les données et de voir quelles sont les entreprises réellement limitées par le crédit (ce qui signifie qu'elles n'opèrent

pas au niveau idéal de capital parce qu'elles ne peuvent pas se financer) par rapport à d'autres entreprises. Les banques pourraient avoir raison de ne pas leur accorder plus de crédit parce qu'elles ne sont pas performantes ou sont déjà surendettées.

L'objectif des marchés du crédit est de canaliser l'investissement vers les entreprises les plus productives, et non d'accorder du crédit sans discernement à tout le monde. Nous travaillons actuellement avec l'Economic Development Board pour améliorer davantage le fonctionnement des marchés du crédit à Maurice, notamment par l'introduction de nouvelles dispositions pour les transactions garanties qui permettraient aux entreprises de mieux tirer parti de

leurs actifs pour accéder au crédit.

La productivité et l'innovation sont les deux faces d'une même pièce. Le rapport souligne qu'environ 9,3 % des entreprises mauriciennes investissent dans la R&D, contre 13,5 % dans les pays à revenu élevé. Cela a un impact sur l'innovation de processus (17 %) et l'innovation en termes de produits (42 %). Sur la base de ces données, pouvez-vous dire qu'il est nécessaire pour le secteur privé de se repenser en cette ère post-Covid-19 ?

Il est toujours nécessaire que le secteur privé se remette en question. Les entreprises sont comme les bicyclettes. Si elles cessent de rouler, elles tombent. La question est de savoir d'où viendra cette innovation. Elle peut provenir de plusieurs sources, notamment de la R&D nationale, de l'adoption et de la diffusion de technologies étrangères ou de la réinvention de processus et de chaînes de valeur. Il est essentiel de donner aux entreprises et aux travailleurs les moyens d'identifier ces technologies et d'en tirer parti. Comme nous l'avons dit précédemment, le secteur public a un rôle à jouer dans le soutien à l'innovation, car celle-ci a des effets positifs importants qui vont au-delà de l'entreprise innovante. Il s'agit de démontrer que quelque chose de nouveau peut être fait à Maurice d'une manière commercialement viable. Essentiellement, une entreprise fournit un service

«NOS DONNÉES MONTRENT QUE LES ENTREPRISES GÉRÉES PAR DES FEMMES ONT MOINS DE PÉNURIES DE COMPÉTENCES»

à l'économie dans son ensemble.

Le dernier chapitre du rapport se concentre principalement sur la question du capital humain et le marché du travail. Il est intéressant de noter que 70 % des personnes interrogées ont affirmé avoir des difficultés à trouver de nouveaux employés ayant des compétences non techniques, en particulier au niveau des postes de direction. Comment Maurice se compare-t-il aux pays à revenu élevé sur cette question d'inadéquation des compétences qui entrave nos niveaux de productivité ?

Il est difficile de mesurer ou d'évaluer cet aspect d'un pays à l'autre, car les compétences non techniques, et la perception qu'en ont les employeurs, peuvent varier considérablement d'une entreprise ou d'un pays à l'autre. Mais de manière générale, je pense qu'il est juste de dire que plus un pays se développe, plus les emplois passeront de tâches standardisées assez simples à des activités qui exigent beaucoup de responsabilité, d'initiatives et de proactivité de la part des employés. Je pense que, de plus en plus, la compétitivité des pays du monde entier et de leur main-d'œuvre dépendra de ces attributs autant que des compétences techniques.

La question des genres est un autre sujet d'inquiétude. L'Enterprise survey révèle que les femmes sont largement sous-représentées en tant que propriétaires d'entreprises ou à des postes décisionnels. Pourquoi sur cette question des genres, Maurice fait-il moins bien que les pays développés ?

Au cours des trois années pendant lesquelles j'ai eu le plaisir de représenter la Banque mondiale à Maurice, la question la plus importante qui revenait sans cesse dans nos travaux et nos discussions avec les parties prenantes était sans doute l'autonomisation des femmes sur le marché du travail. Ac-

tuellement, seule une femme mauricienne sur trois ayant reçu une éducation primaire participe au marché du travail, contre plus de deux femmes sur trois ayant reçu une éducation secondaire supérieure. Les travaux antérieurs que nous avons menés à Maurice ont abouti à un certain nombre de recommandations sur la manière de remédier à cette situation, notamment une meilleure offre de services de garde d'enfants, un système collectif plutôt qu'individuel pour les prestations de congé de maternité, et des incitations à une répartition plus équitable du travail de soins entre les femmes et les hommes. Mais d'autres facteurs sont également importants, notamment des efforts accrus de la part du secteur privé. Par exemple, sur 36 535 offres d'emplois enregistrées dans les *Employment Information Centers* en 2019, 56% indiquaient explicitement une préférence pour les can-

didats masculins, tandis que 5 % seulement indiquaient une préférence pour les candidates féminines, le reste étant neutre du point de vue du genre. J'ai du mal à comprendre pourquoi un employeur se plaindrait d'une pénurie de compétences tout en écartant ex ante les candidatures féminines dans une offre d'emploi.

J'espère que ce rapport sera également un témoignage de l'importance d'un plus grand nombre de femmes aux postes de direction. Nos données montrent que les entreprises gérées par des femmes ont moins de pénuries de compétences et moins de difficultés à recruter que celles gérées par des hommes. Elles offrent également davantage de mécanismes de soutien aux employées, ce qui suggère que l'encouragement et le soutien des femmes cadres pourraient également entraîner une augmentation du taux de participation des femmes au marché du travail.



JOSHUA WIMPEY (PRIVATE SECTOR DEVELOPMENT SPECIALIST À LA BANQUE MONDIALE)

«L'ÉCONOMIE MAURICIENNE DEVRA ÉVOLUER»

LES 25 % DES ENTREPRISES LES PLUS PERFORMANTES À MAURICE SE COMPARENT FAVORABLEMENT AUX 50 % DES ENTREPRISES LES PLUS PERFORMANTES DANS LES PAYS À REVENU ÉLEVÉ, INDIQUE JOSHUA WIMPEY.

INTERVIEW

Dans son dernier rapport sur la productivité à Maurice, la Banque mondiale souligne que les entreprises locales sont à la traîne par rapport à leurs concurrents à revenu élevé sur un certain nombre de mesures de productivité dans des secteurs clés. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Un aperçu d'un échantillon représentatif d'entreprises mauriciennes montre que les niveaux de productivité moyens sont assez similaires à ceux dans d'autres économies à revenu intermédiaire supérieur plutôt que d'autres économies à revenu élevé. Cela semble indiquer une économie encore en transition plutôt qu'un échec à la concurrence. En fait, les 25 % des entreprises les plus performantes à Maurice se comparent favorablement aux 50 % des entreprises les plus performantes dans d'autres économies à revenu élevé, certains secteurs étant plus performants que d'autres. Les secteurs de la production alimentaire, du commerce de détail et de gros,

ainsi l'hôtellerie et le tourisme obtiennent tous de bons résultats, tandis que les secteurs à bas salaires tels que la production de vêtements et de textiles sont à la traîne. La composition sectorielle des économies change au fur et à mesure qu'elles passent à des revenus élevés ; souvent les industries à bas salaires deviennent des parties de plus en plus petites de l'économie. Donc, ce genre de constat n'est pas rare.

Le rapport révèle que si nos niveaux de productivité sont similaires à ceux des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, nos coûts de main-d'œuvre sont équivalents à ceux des pays à revenu élevé. Maurice peut-elle sortir de ce piège ?

C'est un défi, mais c'est certainement possible. Parallèlement à la transition vers une économie à revenu élevé, la composition sectorielle des entreprises à Maurice devra évoluer. Car les entreprises à plus forte productivité au sein des industries et des secteurs à forte productivité sont appelées à représenter une part plus importante de l'économie au fil du temps. Les coûts de la main-d'œuvre et la productivité sont équilibrés par l'emploi. Il est donc essentiel que les entrepreneurs et les travailleurs aient les compétences nécessaires pour ajouter de la valeur dans une économie en mutation.



«TOUTES LES ÉCONOMIES SONT CONFRONTÉES À UN ÉVENTAIL DE CONTRAINTES»

Malgré l'obtention du statut de pays à revenu élevé en 2020 (le pays a été reclassé comme pays à revenu intermédiaire supérieur cette année), il semble que Maurice soit toujours confrontée à des contraintes structurelles spécifiques aux pays à revenu intermédiaire supérieur. Est-ce le cas ?

Toutes les économies sont confrontées à un éventail de contraintes en constante évolution, et Maurice n'est pas différent à cet égard. Tout comme obtenir un diplôme d'études secondaires ou universitaires ne signifie pas que tout est fait et que vous êtes complètement prêt pour l'avenir. Alors que l'économie mauricienne continuera d'évoluer, nous identifions un certain nombre de contraintes qui affectent actuellement les entreprises, à savoir, certaines lacunes en matière de compétences qui pourraient être comblées par l'éducation et la formation professionnelle et ainsi faciliter

une orientation tournée vers l'extérieur parmi les entreprises.

Les données recueillies sur la productivité du travail montrent que la valeur ajoutée par rapport à la rémunération du travail est en légère baisse. Est-ce une indication que ces dernières années, la compensation salariale n'a pas été suivie d'une amélioration de la productivité ?

Dans une certaine mesure, la réponse ici est 'oui'. La croissance de l'emploi et la croissance de la valeur ajoutée fonctionnent dans des directions arithmétiquement opposées et toutes deux sont quelque peu cycliques. Il arrive souvent qu'une économie soit caractérisée par la croissance des entreprises qui recrutent du personnel, ce qui conduit à une légère hausse de l'embauche qui se reflète dans les chiffres avant une hausse ultérieure de la production. Cela ne veut pas dire que les chiffres que nous voyons ici ne sont pas inquiétants, mais que nous n'avons qu'un seul instantané dans le temps et que nous ne pouvons pas dire où se situent ces lignes de tendance que nous observons, ce qui souligne l'in-

croyable valeur de la collecte régulière de ce type de données afin de pouvoir observer les tendances dans le temps.

Sur la base de vos conclusions, comment comparez-vous les niveaux de productivité des entreprises étrangères, des grandes entreprises et des PME ?

Conformément à ce que nous observons dans la plupart des autres pays, les grandes entreprises, les entreprises à participation étrangère et les entreprises qui opèrent sur les marchés internationaux ont toutes une productivité plus élevée. Ces entreprises bénéficient souvent d'avantages par rapport à leurs homologues plus petites grâce à leur intégration dans des marchés financiers plus larges et à l'accès à la technologie et aux connaissances étrangères.

Le rapport souligne que 86 % des entreprises n'avaient pas de ventes en ligne avant la Covid-19. L'e-commerce s'est développé depuis. À l'avenir, cela pourrait-il être un tremplin menant à un changement de culture principalement dans le secteur manufacturier où il y a un manque de liens avec le secteur des services ?

Certainement. Les outils de marché numériques permettent aux entreprises d'atteindre plus de clients, d'opérer sur de nouveaux marchés et même de générer entièrement de nouveaux marchés et produits ou services. Nous n'avons malheureusement pas encore les données pour mesurer ces tendances, mais il sera très intéressant d'observer les changements au fil du temps dans un autre cycle de l'enquête dans quelques années.

ASHIT GUNGAH (EXECUTIVE DIRECTOR DU NATIONAL PRODUCTIVITY AND COMPETITIVENESS COUNCIL)

«LA PRODUCTIVITÉ EST L'AFFAIRE DE TOUS»

L'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ DEVRAIT ÊTRE L'UNE DE NOS PRINCIPALES PRIORITÉS EN CETTE PÉRIODE OÙ L'ÉCONOMIE MAURICIENNE DOIT FAIRE FACE AUX CONSÉQUENCES DE LA PANDÉMIE, OBSERVE ASHIT GUNGAH.

Le National Productivity and Competitiveness Council (NPCC) a collaboré avec la Banque mondiale sur le Mauritius Productivity Study and Report. Comment s'est déroulée cette collaboration et quelle a été la méthodologie utilisée pour la compilation de l'Enterprise survey ?

Cette collaboration était une initiative du NPCC et nous nous sommes associés à la Banque mondiale pour mobiliser les parties prenantes concernées et développer la méthodologie. Nous avons réussi à attirer un certain nombre de coauteurs mauriciens de haut calibre, à savoir, le Dr Taruna Shalini Ramessur, professeur agrégé à l'Université de Maurice, Zakir Hossein Caunhye, directeur du Business Facilitation de l'Economic Development Board, et le Dr Harris Neeliah, directeur - recherche et projets au Human Resource Development Council. Ils ont collaboré avec les experts de la Banque mondiale. Les évaluateurs ont fourni d'excellentes idées qui ont amélioré le rapport. Des commentaires supplémentaires ont été reçus lorsqu'une version préliminaire de ce rapport a été partagée avec plusieurs membres du NPCC, les membres du Conseil, les membres de la Productivity Committee Project Implementation et l'équipe de gestion.

L'Enterprise survey que nous avons menée a suivi une méthodologie mondiale développée par le World Bank Enterprise Analysis Unit (DECEA) pour maximiser sa comparabilité avec les enquêtes auprès des entreprises menées dans plus de 140 économies à travers le monde. Nous avons également ajouté quelques questions spécifiques à Maurice. Ces enquêtes ont couvert un large éventail de sujets liés à l'environnement des affaires, notamment l'accès au financement, les infrastructures, la

criminalité, la concurrence et les mesures de performance. Depuis 2005-2006, presque tous les efforts de collecte de données ont été centralisés au sein de la World Bank Enterprise Analysis Unit. Les données agrégées et les données anonymisées au niveau de l'entreprise peuvent ensuite être consultées par les chercheurs et d'autres dans le monde. Nous espérons donc que notre rapport ne sera que le point de départ d'une recherche indépendante sur la productivité à Maurice qui utilisera nos données.

Par ailleurs, une base de sondage appropriée a été produite. L'échantillon a été sélectionné pour être représentatif du secteur privé à Maurice en utilisant une approche d'échantillonnage aléatoire stratifié, avec la taille et le secteur comme strates. Les données résultantes, avec des poids d'échantillonnage appropriés, pourraient être facilement utilisées pour caractériser le secteur privé dans le pays.

Le NPCC a également embauché un entrepreneur pour mener l'enquête auprès des entreprises à Maurice en 2020 avec l'aide et la formation de la World Bank Enterprise Analysis Unit (DECEA). Au total, 732 entreprises, de tailles et de secteurs variés, ont été inter-

rogées entre février et novembre 2020. L'objectif principal des critères de stratification pour la taille et le secteur était de s'assurer que suffisamment d'observations pour une analyse robuste étaient disponibles pour chaque niveau de stratification. Les grandes entreprises ont eu particulièrement des difficultés à recruter, avec un taux de participation de seulement 19 %, contre des petites et moyennes entreprises, avec des taux de participation de 37% et 35 %, respectivement. Ces taux de participation sont comparables aux Enterprise Surveys auprès des entreprises menées dans le monde et témoignent de l'effort de recrutement supplémentaire qui a été consacré à la réalisation de l'enquête pendant la pandémie de la Covid-19.

La principale conclusion du rapport est que notre niveau de productivité est toujours inférieur à celui des pays à revenu élevé. Peut-on inverser la tendance et augmenter le niveau de productivité de 3 %, ce qui nous permettra théoriquement de doubler le niveau pour la prochaine génération ?

Il n'y a jamais trop de productivité. Je répondrai à cette question en citant le prix Nobel Paul Krugman qui a dit : «La productivité n'est pas tout, mais à long terme, c'est presque tout. La capacité d'un pays à améliorer son niveau de vie au fil du temps dépend presque entièrement de sa capacité à augmenter sa production par travailleurs». En effet, l'amélioration de la productivité devrait être l'une de nos principales priorités pendant les périodes difficiles auxquelles nous sommes confrontés au milieu de la pandémie de la Covid-19. La productivité est l'affaire de tous. Nous devons donc aborder les problèmes et les défis liés à la productivité d'une manière globale et cohé-





«IL N'Y A JAMAIS TROP DE PRODUCTIVITÉ»

rente aux niveaux national, sectoriel, de l'entreprise et individuel.

La Banque mondiale utilise une nouvelle méthodologie et de nouveaux outils pour calculer la productivité. À la lumière de votre collaboration avec la Banque mondiale, ne pensez-vous pas que Statistics Mauritius devrait étudier la possibilité de revoir ses méthodes de calcul de la productivité ?

Statistics Mauritius produit une analyse annuelle du travail, du capital et de la *Total Factor Productivity* basée sur les données des comptes nationaux. Cette publication annuelle présente une ventilation de la production réelle, ainsi que de l'utilisation de main-d'œuvre et de capital, ventilée par différents secteurs de l'économie et constitue ainsi une source précieuse d'informations pour le suivi et l'analyse comparative des performances économiques. Cependant, l'analyse des statistiques de productivité au niveau agrégé (niveau sectoriel) peut ne pas fournir d'informations approfondies pour l'élaboration de politiques et, au niveau agrégé, les différences s'annulent parfois.

Pour cette raison, l'exploration de données plus détaillées, en particulier au niveau de l'entreprise, devient plus pertinente pour orienter l'élaboration de politiques.

Les données recueillies grâce à l'*Enterprise survey* nous permettent d'examiner des mesures plus sophistiquées de la productivité du travail et de la productivité totale des facteurs, qui sont essentielles pour identifier l'efficacité des entreprises dans l'utilisation des ressources.

La méthodologie que nous avons adoptée avec la Banque mondiale complète ainsi ce que présente Statistics Mauritius. Les *Enterprise surveys* constituent une riche source d'informations sur les entreprises et l'environnement dans lequel elles opèrent. Ces informations sont un complément utile aux données macroéconomiques existantes qui sont couramment utilisées par les chercheurs pour étudier le dynamisme et les contraintes au sein du secteur privé. Les réponses aux enquêtes, telles que les enquêtes auprès des entreprises, ne sont pas seulement utiles pour corroborer les résultats basés sur des données macroéconomiques, mais aussi pour explorer l'hétérogénéité des entreprises et la manière dont les lois et réglementations sont vécues par les entreprises. En tant que tel, une meilleure preuve basée sur la productivité pourrait améliorer

la cohérence et l'efficacité des interventions publiques dans la promotion de la croissance.

Au niveau du NPCC, comment entendez-vous profiter de votre collaboration avec la Banque mondiale pour donner plus de substance à vos différents programmes visant à promouvoir la productivité, l'innovation et l'instauration d'une nouvelle culture du leadership ?

Le rapport décrit divers problèmes et défis qui doivent être résolus pour améliorer la productivité et la compétitivité. En effet, nous continuerons à travailler avec la Banque mondiale pour obtenir de meilleures informations sur la meilleure façon de les traiter. Mais pour conduire l'agenda national de la productivité, nous poursuivrons notre collaboration avec toutes nos parties prenantes, que ce soit le secteur public, le secteur privé, les organisations non gouvernementales, les syndicats, les écoles, entre autres. Tout le monde doit travailler en tandem pour aiguiller la roue de la productivité. Cela se reflète également dans notre nouveau plan stratégique 2021-2025 intitulé *Building a Resilient Tomorrow* où nous nous concentrons sur divers domaines prioritaires. Mais oui, l'innovation et le leadership sont des conditions préalables pour améliorer la productivité et la compétitivité et un élément important dans le nouveau plan stratégique. Nous aurons l'occasion de revenir sur le sujet.

Comment ce rapport peut-il aider les décideurs politiques et les chefs d'entreprise dans leur réflexion stratégique ?

Parmi les fonctions clés telles que stipulé dans le NPCC Act, nous fournissons le forum pour un dialogue constant et conseillons le gouvernement sur la formulation de politiques et de stratégies nationales sur tous les aspects de la productivité, de la qualité et de la compétitivité. Le NPCC a l'intention d'utiliser ce rapport phare conformément à son mandat pour promouvoir un dialogue national sur la productivité pour la sensibilisation et la connaissance parmi les parties prenantes et pour une politique gouvernementale saine et un partenariat public-privé. Une large diffusion ciblant à la fois le grand public, le secteur privé et le gouvernement est envisagée. Nous prévoyons également d'impliquer les parties prenantes concernées par le biais d'ateliers consultatifs pour formuler un plan d'action afin de concevoir des mesures à court et à long terme que nous devons entreprendre pour renforcer notre capacité de production.